

M. Nicholson: Monsieur le président, je me demande si le ministre des Travaux publics me prêterait l'oreille un instant en sa qualité de premier ministre suppléant et, je présume, de secrétaire d'État suppléant aux Affaires extérieures.

Je ne suis pas sûr que le ministre ait été à la Chambre ce matin quand l'honorable député de Vancouver-Kingsway a prononcé de façon excellente son premier discours où il a prié le premier ministre de songer sérieusement à la question de reconnaître le gouvernement de la Chine continentale. L'honorable député de Vancouver-Kingsway a dit qu'il s'attendait à voir la ville de Vancouver devenir éventuellement la principale ville du Canada et que si nous voulons bénéficier des possibilités de commerce avec la vaste région du monde qui se trouve proche du Canada, cela établirait les droits de Vancouver à devenir une des plus grandes villes canadiennes. Étant donné l'état de notre commerce à l'heure actuelle et le grand nombre de personnes en Chine qui peuvent devenir nos clients, le gouvernement du Canada pourrait peut-être adopter la ligne de conduite du gouvernement du Royaume-Uni, plutôt que celle du gouvernement de Washington, et tâcher de favoriser le commerce avec la Chine.

Ainsi que l'a déclaré l'honorable député de Vancouver-Kingsway, la reconnaissance du gouvernement de la Chine ne veut pas dire l'approbation de ce qui se passe dans ce pays-là. Eu égard au volume considérable de marchandises qui s'accumulent au Canada, il est temps, je pense, que nous examinions les possibilités de commerce avec la Chine. Je me demande si le premier ministre suppléant peut nous dire si son gouvernement est disposé à changer l'attitude de l'ancien gouvernement du Canada sur cette importante question.

M. McMillan: Monsieur le président, je me suis toujours intéressé à l'assurance-hospitalisation nationale. Je suis sûr que la plupart des Canadiens s'y intéressent beaucoup, surtout ceux que leurs occupations entraînent dans les hôpitaux. Je prierais respectueusement le ministre des Finances, ou le ministre de la Santé nationale et du Bien-être social, de répondre à quelques-unes des questions qui ont été posées au cours du débat aujourd'hui.

M. Herridge: Je n'avais pas l'intention de reprendre la parole dans le présent débat mais je suis poussé à le faire par la question dont l'honorable député de Nanaïmo a saisi le comité. J'appuie de tout cœur ses observations à l'égard de l'immigration de certains ouvriers américains au Canada, parce que le même état de choses existe dans le sud-est de la Colombie-Britannique sur les chantiers

d'aménagement du pipe-line, état de choses que l'honorable député a si bien exposé. On a porté à mon attention un certain nombre de cas où ces hommes ont admis ouvertement à des collègues qu'ils étaient entrés comme immigrants et que nos fonctionnaires de l'immigration n'en savaient rien. Ces ouvriers vont travailler à l'aménagement du pipe-line jusqu'à ce qu'il soit complété et retourneront ensuite aux États-Unis. En plus de cela, il y en a d'autres qui entrent à titre de touristes. Je sais que nos fonctionnaires de l'immigration font de leur mieux dans les circonstances, mais il faut certainement modifier les règlements pour remédier à cet état de choses.

Les fonctionnaires de l'immigration, dans les ports de la Colombie-Britannique, étudient la situation de très près. Je leur ai dit que ces immigrants nous venaient d'ailleurs et ils ont en effet découvert qu'un grand nombre d'entre eux entraient par Coutts, je pense, en Alberta. Quoi qu'il en soit, il est difficile pour les fonctionnaires de l'immigration d'intervenir lorsque ces immigrants sont en règle. Une histoire que m'a racontée un de ces fonctionnaires m'a fort intéressé. Un Texien est arrivé, un pistolet sur chaque hanche. Lorsqu'on lui a dit qu'il lui était défendu d'entrer au Canada avec ses armes, il a déclaré qu'il ne s'était jamais de sa vie séparé de ses pétards. Quoi qu'il en soit, on a fini par le convaincre de les laisser sur le bureau du fonctionnaire qui, ayant regardé les canons, s'est rendu compte qu'ils étaient complètement rouillés. On pourra juger là de l'importance de l'état d'esprit en ce qui concerne la compréhension de nos façons de faire. Je voudrais bien qu'on songe à modifier cela.

Ajoutons que dans le sud-est de la Colombie-Britannique la compagnie refuse absolument de s'adresser au service national de l'emploi. Elle embauche tous les matins à la porte du chantier. Elle aime voir s'aligner les postulants et à passer le long des rangs en disant "vous, vous et vous", etc. Si elle avait collaboré avec le service national, peut-être aurait-on pu savoir à quoi s'en tenir sur la situation de chacun, du point de vue du travail.

J'ai pris la parole pour signaler la chose aux ministres intéressés. Je remercie aussi le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration de m'avoir écrit aussi longuement qu'il l'a fait. Je ne doute pas, ainsi que le disait l'honorable député de Nanaïmo, qu'en m'écrivant il s'est fondé sur les renseignements dont il disposait alors.

M. Barnett: Monsieur le président, au cours d'un échange de paroles, lorsque nous en étions aux questions, le ministre des Travaux publics a voulu tirer vanité, en quel-